

# Question qui fâche...

№ 1

## *Pourquoi les ITPE devraient de nouveau se mobiliser ?*

Après le 6 mars, on aurait pu penser, ou au moins espérer, ne pas avoir à mener de nouveau mouvement. Le PATE était à terre et notre ministre revenu sur terre, du moins dans son ministère. Mais 6 mois après, force est de constater que grâce à la RGPP, les préfets ont repris les leviers de la réorganisation, déconstruisant plus que n'organisant les services territoriaux, au détriment des DDEA, d'ailleurs abandonnées au milieu du gué par notre propre administration. Seules les DREAL semblent intéresser cette dernière ; et encore rien ne paraît-il vraiment assuré de ce côté-là non plus. Les effectifs continuent leur inexorable fonte en dépit de la priorité affichée (de façade ?) du développement durable. Les territoires sont abandonnés. Les routes sont vilipendées. L'ingénierie publique est sacrifiée. Le RST est malmené. Les missions se troublent et se dissolvent là où elles étaient censées se « réorienter ». Les organigrammes se contractent comme autant de peaux de chagrin. Et notre administration est toujours l'arme au pied, laissant à ses agents stupéfaits, désabusés, angoissés et écoeurés (en plus d'être ballottés et frappés d'ostracisme) le soin de sauver seuls ce qui peut l'être.

Quant à « notre » ministre, il a repris ses pérégrinations, ne réapparaissant en son ministère que pour lancer sa croisade contre les gobelets en plastique (et avec quel succès). On en viendrait à souhaiter l'invention d'un bonus-malus sur les fonctionnaires : au moins ceux du MEEDDAT (par définition plus écologiques...) auraient-ils une chance de trouver quelque valeur à ses yeux et mériteraient-ils qu'on aille batailler pour eux auprès des autres ministères.

Pire. Constatant que les ITPE sont focalisés sur les réorganisations, qu'ils se sont engagés avec volontarisme dans la reconstruction du MEEDDAT, qu'ils sont même les premiers, avec l'appui de leur syndicat, à défendre la cause du « nouveau » ministère, notre administration en a visiblement déduit qu'ils ne s'intéressaient plus à leur sort propre et à celui de leur corps ; et qu'elle pouvait donc fouler au pied leurs acquis et passer outre leurs revendications catégorielles. Encore une fois, nous lui apporterons la preuve qu'elle s'est trompée dans ses analyses  
**Tous unis dans l'action durable !**



# Question qui fâche...

№ 2

## *Pourquoi une action durable ?*

Rien de plus naturel pour des agents du MEEDDAT, aurait-on envie de dire ! Mais ce serait un peu court, contrairement à notre mémoire... Or, instruits de l'expérience du 6 mars, il nous faut bien conclure qu'une seule journée de mobilisation ne suffira pas à faire bouger... durablement les choses. Il est donc clair que, si nous nous inscrivons pleinement dans le mot d'ordre de la FGF-FO pour le 23 octobre, dans le contexte particulier du MEEDDAT nous n'aboutirons sur nos revendications qu'en maintenant la pression et en gênant l'administration, dans son fonctionnement ou dans l'entretien de ses certitudes. Ce d'autant que, face au mépris de notre administration pour ses ingénieurs, il nous faut nous battre sur tous les fronts : celui de la sauvegarde de nos missions et de nos lieux d'exercice et celui de nos revendications catégorielles.

Soyons clairs : la mobilisation du 23 octobre doit être forte et démonstrative, à la hauteur des défis du moment et des incessantes attaques contre nos services, nos missions, nos métiers, nos compétences et notre gestion ! Elle doit être le point de départ réussi et donc massif de notre mouvement.

Mais nous ne nous laisserons pas abuser une fois de plus : ce serait une fois de trop ! Nous interpellons, nous agissons, nous bloquons jusqu'à ce que nous ayons non seulement toute l'attention de notre ministre et de son administration, mais aussi que nous ayons toutes les garanties voulues sur les réorganisations, l'avenir de nos missions, notre place dans le ministère dans toutes les missions qui nous incombent et aux trois niveaux de fonctions, les moyens dévolus aux repositionnements, la sauvegarde des emplois, le statut, la gestion et les rémunérations.

**Tous unis**

**le 23 octobre**

**et dans l'action durable !**

